

Pourquoi faut-il, après tant de lois et tant de soins, appeler encore votre attention sur les abus du gouvernement en général, sur l'économie et les subsistances ? Votre sagesse et le juste courroux des patriotes n'ont pas encore vaincu la malignité qui, partout, combat le peuple et la Révolution: les lois sont révolutionnaires; ceux qui les exécutent ne le sont pas.

Il est temps d'annoncer une vérité qui désormais ne doit plus sortir de la tête de ceux qui gouverneront: la République ne sera fondée que quand la volonté du souverain comprimera la minorité monarchique, et régnera sur elle par droit de conquête.

Vous n'avez plus rien à ménager contre les ennemis du nouvel ordre de choses, et la liberté doit vaincre à tel prix que ce soit.

Votre Comité de salut public, placé au centre de tous les résultats, a calculé les causes des malheurs publics: il les a trouvées dans la faiblesse avec laquelle on exécute vos décrets, dans le peu d'économie de l'administration, dans l'instabilité des vues de l'État, dans la vicissitude des passions qui influent sur le gouvernement.

Il a donc résolu de vous exposer l'état des choses, et de vous présenter les moyens qu'il croit propres à consolider la Révolution, à abattre le fédéralisme, à soulager le peuple et lui procurer l'abondance, à fortifier les armées, à nettoyer l'État des conjurations qui l'infestent.

Il n'y a point de prospérité à espérer tant que le dernier ennemi de la liberté respirera. Vous avez à punir non seulement les traîtres, mais les indifférents mêmes; vous avez à punir quiconque est passif dans la République et ne fait rien pour elle: car, depuis que le peuple français a manifesté sa volonté, tout ce qui lui est opposé est hors le souverain; tout ce qui est hors le souverain est ennemi.

Si les conjurations n'avaient point troublé cet empire, si la patrie n'avait pas été mille fois victime des lois indulgentes, il serait doux de régir par des maximes de paix et de justice naturelle: ces maximes sont bonnes entre les mains de la liberté; mais entre le peuple et ses ennemis il n'y a plus rien de commun que le glaive. Il faut gouverner par le fer ceux qui ne peuvent l'être par la justice: il faut opprimer les tyrans.

Vous avez eu de l'énergie, l'administration publique en a manqué. Vous avez désiré l'économie la comptabilité n'a point secondé vos efforts; tout le monde a pillé l'État. Les généraux ont fait la guerre à leur armée. Les possesseurs des productions et des denrées, tous les vices de la monarchie, enfin, se sont ligués contre le peuple et vous.

Un peuple n'a qu'un ennemi dangereux; c'est son gouvernement: le vôtre vous a fait constamment la guerre avec impunité.

Nos ennemis n'ont point trouvé d'obstacles à ourdir les conjurations. Les agents choisis sous l'ancien ministère, les artisans des royalistes sont les complices nés de tous les attentats contre la patrie. Vous avez eu peu de ministres patriotes; c'est pourquoi tous les principaux chefs de l'armée et de l'administration, étrangers au peuple pour ainsi dire, ont constamment été livrés aux desseins de nos ennemis.

Le peuple se trompe: il se trompe moins que les hommes. Le généralat est sans sympathie avec la nation, parce qu'il n'émane ni de son choix, ni de celui de ses représentants; il est moins respecté du soldat; il est moins recommandable par l'importance du choix; la discipline en souffre et le généralat appartient encore à la nature de la monarchie.

Il n'est peut-être point de commandant militaire qui ne fonde en secret sa fortune sur une trahison en faveur des rois. On ne saurait trop identifier les gens de guerre au peuple et à la patrie.

Il en est de même des premiers agents du gouvernement; c'est une cause de nos malheurs, que le mauvais choix des comptables: on achète les places et ce n'est pas l'homme de bien qui les achète; les intrigants s'y perpétuent: on chasse un fripon d'une administration, il entre dans une autre.

Le gouvernement est donc une conjuration perpétuelle contre l'ordre présent des choses. Six ministres nomment aux emplois: ils peuvent être purs, mais on les sollicite; ils choisissent aveuglément: les premiers après eux sont sollicités et choisissent de même. Ainsi, le gouvernement est une hiérarchie d'erreurs et d'attentats.

Les ministres avouent qu'ils ne trouvent plus qu'inertie et insouciance au delà de leurs premiers et seconds subordonnés.

Il est possible que les ennemis de la France fassent occuper, en trois mois, tout votre gouvernement par les conjurés. En entre-t-il trois en place, ceux-ci en placent six; et si, dans ce moment, on examinait avec sévérité les hommes qui administrent l'État, sur trente mille qui sont employés, il en est peut-être fort peu à qui le peuple donnerait sa voix.

Citoyens, tous les ennemis de la République sont dans son gouvernement. En vain vous vous consommez dans cette enceinte à faire des lois; en vain votre comité, en vain quelques ministres vous secondent: tout conspire contre eux et vous.

Nous avons reconnu que des agents de l'administration des hôpitaux ont fourni, depuis six mois, des farines aux rebelles de la Vendée.

Les riches le sont devenus davantage depuis les taxes, faites surtout en faveur du peuple; elles ont doublé la valeur de leurs trésors, elles ont doublé leurs moyens de séduction.

Les hommes opulents contribuent, n'en doutez pas, à soutenir la guerre. Ce sont eux qui partout sont en concurrence avec l'État dans ses achats; ils déposent leurs fonds entre les mains des administrations infidèles, des commissionnaires, des courtiers: le gouvernement est ligué avec eux. Vous poursuivez les accapareurs; vous ne pouvez poursuivre ceux qui achètent en apparence pour les armées.

Il faut du génie pour faire une loi prohibitive à laquelle aucun abus n'échappe; Les voleurs que l'on destitue placent les fonds qu'ils ont volé entre les mains de ceux qui leur succèdent. La plupart des hommes déclarés suspects ont des mises dans les fournitures. Le gouvernement est la caisse d'assurance de tous les brigandages et de tous les crimes.

Tout se tient dans le gouvernement; le mal, dans chaque partie, influe sur le tout. La dissipation du Trésor public a contribué au renchérissement des denrées et au succès des conjurations; voici comment:

Trois milliards, volés par les fournisseurs et par les agents de toute espèce, sont aujourd'hui en concurrence avec l'État dans ses acquisitions, avec le peuple sur les marchés et sur les comptoirs des marchands, avec les soldats dans les garnisons, avec le commerce chez l'étranger. Ces trois milliards fermentent dans la République: ils recrutent pour l'ennemi; ils corrompent les généraux; ils achètent les emplois publics; ils séduisent les juges et les magistrats, et rendent le crime plus fort que la loi. Ceux qui se sont enrichis veulent s'enrichir davantage: celui qui désire le nécessaire est patient; celui qui désire le superflu est cruel. De là, les malheurs du peuple, dont la vertu reste impuissante contre l'activité de ses ennemis.

Vous avez porté des lois contre les accapareurs. Ceux qui devraient faire respecter les lois accaparent: ainsi, les consuls Papius et Poppoeus, tous deux célibataires, firent des lois contre le célibat. Personne n'est sincère dans l'administration publique: le patriotisme est un commerce des lèvres; chacun sacrifie tous les autres et ne sacrifie rien de son intérêt.

Vous avez beaucoup fait pour le peuple en ôtant un milliard huit cent millions de la circulation; vous avez diminué les moyens de tourmenter la patrie; mais, depuis les taxes, ceux qui avaient des capitaux ont vu doubler au même instant ces capitaux, comme je l'ai dit. Il est donc nécessaire que vous changiez l'opulence des tributs; il est nécessaire que vous établissiez un tribunal pour que tous ceux qui ont manié depuis quatre ans les deniers de la République y rendent compte de leur fortune:

cette utile censure écartera les fripons des emplois. Le Trésor public doit se remplir des restitutions des voleurs et la justice doit régner à son tour après l'impunité.

Alors, quand vous aurez coupé la racine du mal, et que vous aurez appauvri les ennemis du peuple, ils n'entreront plus en concurrence avec lui; alors vous dépenserez beaucoup moins pour l'équipement et l'entretien des armées; alors le peuple indigent ne sera plus humilié par la dépendance où il est du riche. Le pain que donne le riche est amer; il compromet la liberté: le pain appartient de droit au peuple dans un État sagement réglé.

Mais, si au lieu de rétablir l'économie et de pressurer les traîtres, si au lieu de leur faire payer la guerre, vous faites des émissions d'assignats pour les enrichir encore davantage, vous ajouterez de plus en plus aux moyens qu'ont vos ennemis de vous nuire.

Il faut dire la vérité tout entière. Les taxes sont nécessaires à cause des circonstances; mais si les émissions d'assignats continuent, et si les assignats émis restent en circulation, le riche qui a des épargnes, se mettra encore en concurrence avec le peuple, avec l'agriculture, avec les arts utiles, pour leur ravir les bras qui leur sont nécessaires.

Le cultivateur abandonnera sa charrue, parce qu'il gagnera davantage à servir l'homme opulent. Vous aurez taxé les produits; on vous enlèvera les bras qui produisent. Et si les produits sont plus rares, le riche saura bien se les procurer, et la disette peut aller à son comble.

L'un des meilleurs moyens de faire baisser les denrées et de diminuer l'excès des fortunes est de forcer celui qui a trop à l'économie.

Ces vérités simples doivent être saisies de tout le monde; elles appartiennent davantage au cœur qu'à l'esprit.

Ainsi tout concourt à vous prouver que vous devez imposer les riches, établir une sévère économie, et poursuivre rigoureusement tous les coupables.

Ces moyens sont simples; ils sont dans la nature même des choses, et sont préférables aux systèmes dont la République est inondée depuis quelque temps.

Votre Comité de salut public a pensé que l'économie et la sévérité étaient dans ce moment le meilleur moyen de faire baisser les denrées. On lui a présenté des projets d'emprunts, de banques et d'agiotages de toute espèce, et sur les monnaies et sur les subsistances. Il les a rejetés comme des inspirations de l'avarice ou de l'étranger. Notre principe doit être de diminuer la masse des assignats par le brûlement seul.

Jetons un coup d'œil sur le commerce et sur le change. Beaucoup de denrées sont devenues rares; ce sont celles que ne produit pas notre pays: ces denrées pourront devenir plus rares encore par la difficulté de s'en procurer. Il n'y a plus d'échanges; mais il vaut mieux se passer de denrées de luxe que de courage et de vertu.

Il sera nécessaire que votre Comité de commerce examine si toutes les denrées de première nécessité que produit le sol de la République sont en proportion des besoins du peuple, car rien ne supplée à la disette absolue.

Tout le commerce de l'Europe languit: nos ennemis sont eux-mêmes, semblables à l'abeille qui perd la vie en nous piquant de son aiguillon; il s'est fait mille banqueroutes à Londres depuis la guerre.

Nos mœurs présentes nous font souffrir avec joie des privations. Il n'en est pas de même dans les monarchies qui nous font la guerre; elles sont toutes ébranlées par les cris des peuples. Les denrées ont encore renchéri par la difficulté des charrois, et la cherté des fourrages et des chevaux; les chemins sont ruinés pour la plupart.

Votre Comité avait eu l'idée d'employer les hommes justement suspects à les rétablir, à percer les canaux de Saint-Quentin et d'Orléans, à transporter les bois de la marine, à nettoyer les fleuves. Ce serait le seul bien qu'ils auraient fait à la patrie; c'est à vous de peser cette idée dans votre sagesse. Dans la République, il n'y a point de considération qui doit prévaloir sur l'utilité commune; il serait juste que le peuple régnât à son tour sur ses oppresseurs, et que la sueur baignât l'orgueil de leur front.

Les différentes lois que vous portâtes autrefois sur les subsistances auraient été bonnes, si les hommes n'avaient pas été mauvais.

Lorsque vous portâtes la loi du maximum, les ennemis du peuple, plus riches que lui, achetèrent au-dessus du maximum.

Les commissionnaires d'un grand nombre de communes achetèrent en concurrence; et comme l'inquiétude se nourrit et se propage d'elle-même, chacun voulut avoir des magasins, et prépara la famine pour s'en préserver.

Les départements fertiles furent inondés de commissions; tout fut arrhé: on acheta même pour le duc d'York; on a vu des commissionnaires porteurs de guinées.

L'administration des subsistances militaires et le peuple, obligés d'acheter au maximum ne trouvèrent que ce que la pudeur du crime et de l'intérêt n'avait point osé vendre à plus haut prix.

Ainsi, nos ennemis ont tiré avantage de nos lois mêmes et les ont tournées en leur faveur.

Votre Comité de salut public a pensé que vous deviez réprimer fortement cette concurrence établie entre le peuple et ses ennemis.

Dans les circonstances où se trouve la République la Constitution ne peut être établie; on l'immolerait par elle-même. Elle deviendrait la garantie des attentats contre la liberté, parce qu'elle manquerait de la violence nécessaire pour les réprimer. Le gouvernement présent est aussi trop embarrassé. Vous êtes trop loin de tous les attentats; il faut que le glaive des lois se promène partout avec rapidité, et que votre bras soit partout présent pour arrêter le crime.

Vous devez vous garantir de l'indépendance des administrations, diviser l'autorité, l'identifier au mouvement révolutionnaire et à vous, et la multiplier.

Vous devez resserrer tous les nœuds de la responsabilité, diriger le pouvoir, souvent terrible pour les patriotes, et souvent indulgent pour tous les traîtres. Tous les devoirs envers le peuple sont méconnus; l'insolence des gens en place est insupportable; les fortunes se font avec rapidité. Il est impossible que les lois révolutionnaires soient exécutées, si le gouvernement lui-même n'est constitué révolutionnairement. Vous ne pouvez point espérer de prospérité, si vous n'établissez un gouvernement qui, doux et modéré envers le peuple, sera terrible envers lui-même par l'énergie de ses rapports: ce gouvernement doit peser sur lui-même et non sur le peuple.

Toute injustice envers les citoyens. toute trahison, tout acte d'indifférence envers la patrie, toute mollesse y doit être souverainement réprimée.

Il faut y préciser les devoirs, y placer partout le glaive à côté de l'abus, en sorte que tout soit libre dans la République, excepté ceux qui conjurent contre elle, et qui gouvernent mal.

Les conjurations, qui ont déchiré depuis un an la République, nous ont avertis que le gouvernement avait conspiré contre la patrie: l'épuration de la Vendée s'est accrue sans qu'on en arrêtât les progrès: Lyon, Bordeaux, Toulon, Marseille se sont révoltés, se sont vendus, sans que le gouvernement ait rien fait pour prévenir ou arrêter le mal.

Aujourd'hui que la République a douze cent mille hommes à nourrir, des rebelles à soumettre, et le peuple à sauver; aujourd'hui qu'il s'agit de prouver à l'Europe qu'il n'est point en son pouvoir de rétablir chez nous l'autorité d'un seul, vous devez rendre le gouvernement propre à vous seconder dans vos desseins, propre à l'économie et au bonheur public.

Il n'est pas inutile non plus que les devoirs des représentants du peuple auprès des armées leur soient sévèrement recommandés: ils y doivent être les pères et les amis du soldat; ils doivent coucher sous la tente; ils doivent être présents aux exercices militaires: ils doivent être peu familiers avec les généraux, afin que le soldat ait plus de confiance dans leur justice et leur impartialité quand il les aborde; le soldat doit les trouver jour et nuit prêts à l'entendre; les représentants doivent manger seuls; ils doivent être frugaux et se souvenir qu'ils répondent du salut public, et que la chute éternelle des rois est préférable à la mollesse passagère.

Ceux qui font des révolutions dans le monde, ceux qui veulent faire le bien, ne doivent dormir que dans le tombeau.

Les représentants du peuple dans les camps doivent y vivre comme Annibal avant d'arriver à Capoue, et, comme Mithridate, ils doivent savoir, si je puis ainsi parler, le nom de tous les soldats; ils doivent poursuivre toute injustice, tout abus, car il s'est introduit de grands vices dans la discipline de nos armées: on a vu des bataillons de l'armée du Rhin demander l'aumône dans les marchés: un peuple libre est humilié de ces indignités; ils meurent de faim, ceux qui ont respecté les dépouilles de la Belgique !

Un soldat malheureux est plus malheureux que les autres hommes; car pourquoi combat-il, s'il n'a rien à défendre qu'un gouvernement qui l'abandonne ? Et le caractère des chefs est peu propre à lui faire supporter ses maux. Il est peu de grandes âmes à la tête des armées pour les enivrer, leur inspirer l'amour de la gloire, l'orgueil national, et le respect de la discipline qui fait vaincre.

Il n'y avait eu jusqu'à présent à la tête de vos armées que des imbéciles et des fripons. Votre Comité de salut public a épuré les états-majors; mais on peut reprocher encore à tous les officiers l'inapplication au service; ils étudient peu l'art de vaincre; ils se livrent à la débauche; ils s'absentent des corps aux heures d'exercice et de combat; ils commandent avec hauteur, et conséquemment avec faiblesse. Le vétéran rit sous les armes de la sottise de celui qui le commande, et voilà comment nous éprouvons des revers.

Il nous a manqué jusqu'aujourd'hui des institutions et des lois militaires conformes au système de la République, qu'il s'agit de fonder. Tout ce qui n'est point nouveau dans un temps d'innovation est pernicieux. L'art militaire de la monarchie ne nous convient plus; ce sont d'autres hommes et d'autres ennemis: la puissance des peuples, leurs conquêtes, leur splendeur politique et militaire dépendent d'un point unique, d'une seule institution forte. Ainsi, les Grecs doivent leur gloire militaire à la phalange; les Romains à la légion, qui vainquit la phalange. Il ne faut pas croire que la phalange et la légion soient les simples dénominations de corps composés d'un certain nombre d'hommes; elles désignent un certain ordre de combattre, une constitution militaire.

Notre nation a déjà un caractère; son système militaire doit être autre que celui de ses ennemis: or, si la nation française est terrible par sa fougue, son adresse, et si ses ennemis sont lourds, froids et tardifs, son système militaire doit être impétueux.

Si la nation française est pressée dans cette guerre par toutes les passions fortes et généreuses, l'amour de la liberté, la haine des tyrans et de l'oppression, si au contraire ses ennemis sont des esclaves mercenaires, automates sans passions, le système de guerre des armes françaises doit être l'ordre du choc.

Le même esprit d'activité doit se répandre dans toutes les parties militaires; l'administration doit seconder la discipline.

L'administration des armées est pleine de brigands: on vole les rations des chevaux; les bataillons manquent de canons ou de chevaux pour les traîner; on n'y reconnaît point de subordination, parce que tout le monde vole et se méprise.

Il est temps que vous remédiez à tant d'abus si vous voulez que la République s'affermisse. Le gouvernement ne doit pas être seulement révolutionnaire contre l'aristocratie; il doit l'être contre ceux qui volent le soldat, qui dépravent l'armée par leur insolence, et qui, par la dissipation des deniers publics ramèneraient le peuple à l'esclavage et l'empire à sa dissolution par le malheur. Tant de maux ont leur source dans la corruption des uns et dans la légèreté des autres.

Il est certain que dans les révolutions, comme il faut combattre la résistance des uns, la paresse des autres pour le changement, la superstition de ceux-ci pour l'autorité détruite, l'ambition et l'hypocrisie de ceux-là, le gouvernement nouveau s'établit avec difficulté, et ce n'est qu'avec peine qu'il forme son plan et ses maximes; il demeure longtemps sans résolutions bien décidées: la liberté a son enfance; on n'ose gouverner ni avec vigueur, ni avec faiblesse, parce que la liberté vient par une salutaire anarchie, et que l'esclavage entre souvent avec l'ordre absolu.

Cependant, l'ennemi redouble d'efforts et d'activité; il ne nous fait point la guerre dans l'espérance de nous vaincre par les armes, mais il nous la fait pour énerver le gouvernement et empêcher qu'il ne s'établisse; il nous la fait pour verser le sang des défenseurs de la liberté et en diminuer le nombre, afin qu'après la mort de tous les hommes ardents, ils capitulent avec les lâches qui les attendent. Il a péri cent mille patriotes depuis un an: plaie épouvantable pour la liberté !

Notre ennemi n'a perdu que des esclaves; les épidémies et les guerres fortifient l'autorité des rois.

Il faut donc que notre gouvernement regagne d'un côté ce qu'il a perdu de l'autre; il doit mettre tous les ennemis de la liberté dans l'impossibilité de lui nuire à mesure que les gens de bien périssent. Il faut faire la guerre avec prudence, et ménager notre sang, car on n'en veut qu'à lui; l'Europe en a soif: vous avez cent mille hommes dans le tombeau qui ne défendent plus la liberté ! Le gouvernement est leur assassin; c'est le crime des uns, c'est l'impuissance des autres et leur incapacité.

Le ministère est un monde de papier.

Je ne sais comment Rome et l'Egypte se gouvernaient sans cette ressource; on pensait beaucoup; on écrivait peu. La prolixité de la correspondance et des ordres du gouvernement est une marque de son inertie: il est impossible que l'on gouverne sans laconisme. Les représentants du peuple, les généraux, les administrateurs, sont environnés de bureaux comme les anciens hommes de palais; il ne se fait rien, et la dépense est pourtant énorme. Les bureaux ont remplacé le monarchisme: le démon d'écrire nous fait la guerre, et l'on ne gouverne point.

Il est peu d'hommes à la tête de nos établissements dont les vues soient grandes et de bonne foi: le service public, tel, qu'on le fait, n'est pas vertu; il est métier.

Tout enfin a concouru au malheur du peuple et à la disette; l'aristocratie, l'avarice, l'inertie, les voleurs, la mauvaise méthode. Il faut donc rectifier le gouvernement tout entier, pour arrêter l'impulsion que nos ennemis s'efforcent de lui donner vers la tyrannie. Quand tous les abus seront corrigés, la compression de tout mal amènera le bien; on verra renaître l'abondance d'elle-même.

J'ai parcouru rapidement la situation de l'État, ses besoins et ses maux: c'est à votre sagesse de faire le reste; c'est au concours de tous les talents à étendre les vues du Comité de salut public. Il m'a chargé de vous présenter les mesures suivantes de gouvernement:

**Article premier.** – Le gouvernement provisoire de la France est révolutionnaire jusqu'à la paix.

**Art. 2.** – Le Conseil exécutif provisoire, les ministres, les généraux, les corps constitués sont placés sous la surveillance du Comité de salut public, qui en rendra compte tous les huit jours à la Convention.

**Art. 3.** – Toute mesure de sûreté doit être prise par le conseil exécutif provisoire, sous l'autorisation du comité, qui en rendra compte à la Convention.

**Art. 4.** – Les lois révolutionnaires doivent être exécutées rapidement. Le gouvernement correspondra immédiatement avec les districts dans les mesures de salut public.

**Art. 6.** – L'inertie du gouvernement étant la cause des revers, les délais pour l'exécution des lois seront fixés. La violation des délais sera punie comme un attentat à la liberté.

**Art. 8.** – Le nécessaire de chaque département sera évalué par approximation, et garanti. Le superflu sera soumis aux réquisitions.

**Art. 13.** – Le Conseil enverra garnison dans les villes où il se sera élevé des mouvements contre-révolutionnaires. Les garnisons seront payées et entretenues par les riches de ces villes jusqu'à la paix.

**Art. 14.** – Il sera créé un tribunal et un juré de comptabilité. Ce tribunal et ce juré seront nommés par la Convention nationale. Il sera chargé de poursuivre tous ceux qui ont manié les deniers publics depuis la révolution, et de leur demander compte de leur fortune.

Saint Just, discours à la Convention, 19 vendémiaire An II (10 octobre 1793).